



<http://www.chernobyl-day.org/>

Tchernobyl

22 ans après, la catastrophe continue

Dans la nuit du 25 au 26 avril 1986 a eu lieu à la centrale nucléaire de Tchernobyl la plus grande catastrophe industrielle de l'histoire, dont les conséquences perdurent et s'aggravent au fil du temps.

Dans les zones les plus touchées, des millions de gens sont condamnés à consommer des productions agricoles contaminées, en particulier au césium. En Ukraine et Biélorussie, l'espérance de vie diminue continuellement, les maladies s'aggravent, les malformations génétiques se multiplient...

Un nouvel accident comparable à Tchernobyl peut survenir n'importe quand, dans tous les pays exploitant le nucléaire, y compris en Europe de l'Ouest. Il s'en est ainsi fallu de peu en 1999 dans l'estuaire de la Gironde (centrale du Blayais), en 2006 en Suède (centrale de Forsmark), ou encore en 2007 à Kashiwasaki (Japon).

Le samedi 26 avril, dans le monde entier, des actions ont lieu pour dénoncer le risque nucléaire :

<http://www.chernobyl-day.org>

L'Organisation Mondiale de la Santé est bâillonnée sur le nucléaire !

Du fait d'un accord datant de 1959, l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) n'a pas le droit de s'exprimer ou d'enquêter sur le nucléaire et ses conséquences sans l'aval de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique). Cela concerne en premier lieu les conséquences de Tchernobyl, mais aussi celles des essais nucléaires et des rejets quotidiens de la filière nucléaire en fonctionnement «normal».

L'étude des conséquences de la radioactivité sur la santé humaine, en particulier des faibles doses ingérées, est donc muselée. Depuis le 26 avril 2007, tous les jours ouvrables, entre 1 et 3 personnes se relaient en permanence devant le siège de l'OMS à Genève pour exiger de cette instance qu'elle reprenne son indépendance... et fasse enfin la vérité sur les conséquences sanitaires du nucléaire.

<http://www.independentwho.info>

Réseau "Sortir du nucléaire" Fédération de 820 associations

contact@sortirdunucleaire.fr
<http://www.sortirdunucleaire.org/>

Relais local : AE2D Brest

ae2d.29@gmail.com
<http://www.ae2d.infini.fr/>

Collectif brestois "Chernobyl Day - Devezh"

AE2D	Greenpeace
Belarus ha Breiz	LCR Brest
Les Verts brestois	UDB
Pour Brest, la gauche debout !	



<http://www.chernobyl-day.org/>

Tchernobyl

22 ans après, la catastrophe continue

Dans la nuit du 25 au 26 avril 1986 a eu lieu à la centrale nucléaire de Tchernobyl la plus grande catastrophe industrielle de l'histoire, dont les conséquences perdurent et s'aggravent au fil du temps.

Dans les zones les plus touchées, des millions de gens sont condamnés à consommer des productions agricoles contaminées, en particulier au césium. En Ukraine et Biélorussie, l'espérance de vie diminue continuellement, les maladies s'aggravent, les malformations génétiques se multiplient...

Un nouvel accident comparable à Tchernobyl peut survenir n'importe quand, dans tous les pays exploitant le nucléaire, y compris en Europe de l'Ouest. Il s'en est ainsi fallu de peu en 1999 dans l'estuaire de la Gironde (centrale du Blayais), en 2006 en Suède (centrale de Forsmark), ou encore en 2007 à Kashiwasaki (Japon).

Le samedi 26 avril, dans le monde entier, des actions ont lieu pour dénoncer le risque nucléaire :

<http://www.chernobyl-day.org>

L'Organisation Mondiale de la Santé est bâillonnée sur le nucléaire !

Du fait d'un accord datant de 1959, l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) n'a pas le droit de s'exprimer ou d'enquêter sur le nucléaire et ses conséquences sans l'aval de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique). Cela concerne en premier lieu les conséquences de Tchernobyl, mais aussi celles des essais nucléaires et des rejets quotidiens de la filière nucléaire en fonctionnement «normal».

L'étude des conséquences de la radioactivité sur la santé humaine, en particulier des faibles doses ingérées, est donc muselée. Depuis le 26 avril 2007, tous les jours ouvrables, entre 1 et 3 personnes se relaient en permanence devant le siège de l'OMS à Genève pour exiger de cette instance qu'elle reprenne son indépendance... et fasse enfin la vérité sur les conséquences sanitaires du nucléaire.

<http://www.independentwho.info>

Réseau "Sortir du nucléaire" Fédération de 820 associations

contact@sortirdunucleaire.fr
<http://www.sortirdunucleaire.org/>

Relais local : AE2D Brest

ae2d.29@gmail.com
<http://www.ae2d.infini.fr/>

Collectif brestois "Chernobyl Day - Devezh"

AE2D	Greenpeace
Belarus ha Breiz	LCR Brest
Les Verts brestois	UDB
Pour Brest, la gauche debout !	

Le Nucléaire en France, en Bretagne, à Brest ...

NUCLEAIRE MILITAIRE

Par la modernisation de son armement et la préparation de nouvelles armes nucléaires, **la France bafoue de plus en plus le TNP (Traité de Non-Prolifération) qu'elle a signé.** En voulant imiter la doctrine américaine de "guerre préventive", elle aggrave les risques de prolifération nucléaire. Que nos futures armes soient à une ou six têtes nucléaires, elles restent des armes de destruction massive !

A la pointe de la Bretagne, se trouvent 288 têtes nucléaires, ce qui représente 2000 fois la puissance destructrice d'Hiroshima. Comme si cela ne suffisait pas, la France continue de développer son arsenal notamment avec la construction de nouveaux missiles M51, qui transportent des mini-bombes.

Le PPI (Plan Particulier d'Intervention) concernant Brest, la Rade, l'Île Longue et la presqu'île de Crozon, annoncé depuis 1996, récemment révisé, n'est toujours pas appliqué. Les exercices de sécurité civile sont inexistants, les plans communaux de sauvegarde toujours en gestation...

NUCLEAIRE CIVIL

La France et la Finlande portent les espoirs de l'industrie nucléaire en Europe : ils souhaitent construire chacun... un réacteur, l'EPR du français Areva. Le chantier finlandais, le seul à être lancé, est un véritable calvaire : officiellement 18 mois de retard, au moins trois ans en réalité. Le constructeur Areva perdrait dans l'affaire près d'un milliard d'euros. **On ne saurait trop conseiller à la France de renoncer à construire l'EPR prévu à Flamanville.**

Du fait de l'activisme pro-nucléaire du président français Sarkozy, qui n'a de cesse de vouloir livrer des réacteurs à des dictateurs comme Kadhafi, les citoyens français ont une responsabilité particulière : ils doivent donner l'exemple de l'opposition au nucléaire, **cette énergie qui nuit autant à la démocratie qu'à la santé et à l'environnement.**

Dans le Finistère, le démantèlement du bloc réacteur de la centrale de Brennilis, suspendu par le Conseil d'Etat, se voulait exemplaire et devait servir de vitrine. Or, l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire), suite à une inspection, a constaté de graves anomalies et a "épinglé" EDF. Il y a de quoi s'inquiéter ! Le démantèlement entraînera des rejets à des niveaux comparables à ceux d'une centrale nucléaire en fonctionnement. Le risque permanent pour les travailleurs, la population et l'environnement, ajouté à la complexité et la difficulté des opérations de démantèlement de la centrale de Brennilis nous laissent penser qu'en matière de démantèlement le pire est à venir.

La mise en oeuvre massive de plans d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables est la seule parade face à la montée inéluctable du prix du pétrole et de l'électricité nucléaire, et la raréfaction puis l'épuisement des matières premières.

**D'Hiroshima à Tchernobyl,
de l'Île Longue à Flamanville et Brennilis,
le nucléaire tue l'avenir.
Sortons-en au plus vite !**

Le Nucléaire en France, en Bretagne, à Brest ...

NUCLEAIRE MILITAIRE

Par la modernisation de son armement et la préparation de nouvelles armes nucléaires, **la France bafoue de plus en plus le TNP (Traité de Non-Prolifération) qu'elle a signé.** En voulant imiter la doctrine américaine de "guerre préventive", elle aggrave les risques de prolifération nucléaire. Que nos futures armes soient à une ou six têtes nucléaires, elles restent des armes de destruction massive !

A la pointe de la Bretagne, se trouvent 288 têtes nucléaires, ce qui représente 2000 fois la puissance destructrice d'Hiroshima. Comme si cela ne suffisait pas, la France continue de développer son arsenal notamment avec la construction de nouveaux missiles M51, qui transportent des mini-bombes.

Le PPI (Plan Particulier d'Intervention) concernant Brest, la Rade, l'Île Longue et la presqu'île de Crozon, annoncé depuis 1996, récemment révisé, n'est toujours pas appliqué. Les exercices de sécurité civile sont inexistants, les plans communaux de sauvegarde toujours en gestation...

NUCLEAIRE CIVIL

La France et la Finlande portent les espoirs de l'industrie nucléaire en Europe : ils souhaitent construire chacun... un réacteur, l'EPR du français Areva. Le chantier finlandais, le seul à être lancé, est un véritable calvaire : officiellement 18 mois de retard, au moins trois ans en réalité. Le constructeur Areva perdrait dans l'affaire près d'un milliard d'euros. **On ne saurait trop conseiller à la France de renoncer à construire l'EPR prévu à Flamanville.**

Du fait de l'activisme pro-nucléaire du président français Sarkozy, qui n'a de cesse de vouloir livrer des réacteurs à des dictateurs comme Kadhafi, les citoyens français ont une responsabilité particulière : ils doivent donner l'exemple de l'opposition au nucléaire, **cette énergie qui nuit autant à la démocratie qu'à la santé et à l'environnement.**

Dans le Finistère, le démantèlement du bloc réacteur de la centrale de Brennilis, suspendu par le Conseil d'Etat, se voulait exemplaire et devait servir de vitrine. Or, l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire), suite à une inspection, a constaté de graves anomalies et a "épinglé" EDF. Il y a de quoi s'inquiéter ! Le démantèlement entraînera des rejets à des niveaux comparables à ceux d'une centrale nucléaire en fonctionnement. Le risque permanent pour les travailleurs, la population et l'environnement, ajouté à la complexité et la difficulté des opérations de démantèlement de la centrale de Brennilis nous laissent penser qu'en matière de démantèlement le pire est à venir.

La mise en oeuvre massive de plans d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables est la seule parade face à la montée inéluctable du prix du pétrole et de l'électricité nucléaire, et la raréfaction puis l'épuisement des matières premières.

**D'Hiroshima à Tchernobyl,
de l'Île Longue à Flamanville et Brennilis,
le nucléaire tue l'avenir.
Sortons-en au plus vite !**